



Distr: LIMITÉE 32893
TRANS/IACC/95-05

Mars 1995
FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingtième Réunion du Comité
de Coordination Inter-Institutions

13-14 mars 1995
Addis Abéba, Ethiopie

**DEUXIEME DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LES TRANSPORTS
ET COMMUNICATIONS EN AFRIQUE :
1991-2000 (UNTACDA II)**

PROGRAMME D'ACTION POUR 1995-1997

(Point 5 de l'ordre du jour)

DIVISION DES TRANSPORTS, DES COMMUNICATIONS ET DU TOURISME

**DEUXIEME DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LES TRANSPORTS
ET COMMUNICATIONS EN AFRIQUE :
1991-2000 (UNTACDA II)**

PROGRAMME D'ACTION POUR 1995-1997

(Point 5 de l'ordre du jour)

I. INTRODUCTION

1. Le programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNTACDA II) a été officiellement lancé par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 46/456 du 20 décembre 1991 à la suite de son adoption par la Conférence des ministres africains des Transports, des Communications et de la Planification, lors de sa première réunion extraordinaire en mai 1991. Le programme est conçu de manière à fournir un cadre pour la coordination et la coopération entre les pays africains et entre l'Afrique et ses partenaires en développement dans les secteurs du transport et des communications.
2. Lors des quatre premières années de sa mise en oeuvre (1991 - 1994), différents aspects du programme ont été exécutés aux niveaux national, sous-régional et régional par ses partenaires respectifs. Une évaluation à mi-parcours du programme a été effectuée en 1994, en conformité avec sa stratégie, pour évaluer la cohésion, les objectifs globaux et sectoriels, les stratégies et projets du programme; l'efficacité de ses divers organes du mécanisme institutionnel pour sa mise en oeuvre; le progrès réalisé ainsi que les difficultés rencontrées. Les conclusions tirées de ces évaluations seront regroupées dans des recommandations appropriées pour des mesures correctives de la mise en oeuvre future du programme.
3. Lors de sa dixième réunion, en 1993, la Conférence des ministres a, entre autres, recommandé qu'un programme de travail biennal pour 1995-1996 soit préparé; le projet du programme de travail devra être considéré par la Conférence lors de sa prochaine réunion en 1995. Par ailleurs, la stratégie pour la mise en oeuvre du programme, nécessite une autre évaluation en 1997.
4. Le programme d'action présenté dans ce document, couvre la période 1995-1997, afin d'allouer trois ans pour la mise en oeuvre de la phase suivante du programme de la décennie avant sa deuxième évaluation, à la fin de 1997.

II. PROGRAMME D'ACTION POUR LA PERIODE 1995-1997

2.1 Directives pour la préparation du programme d'action

5. En préparant le programme d'action, une évaluation approfondie des recommandations du rapport d'évaluation à mi-parcours devra être faite. Le programme d'action devra contenir les caractéristiques suivantes :
 - i) Un calendrier pour la mise en oeuvre, une répartition des responsabilités et des indications sur la disponibilité des ressources pour mener à bien les activités spécifiques (Recommandation 1).

- ii) Une concentration sur les activités régionales en soutien aux actions nationales (**Recommandation 2**), en conformité avec les directives pour la priorisation des projets, établie par la Conférence des ministres, lors de sa septième réunion à Tanger, en 1989.
- iii) Le programme de travail de chaque organisation/agence participante devra faire partie du programme d'action (**Recommandation 3**).
- iv) Tous les projets purement nationaux, conçus pour renforcer la réalisation des objectifs de UNTACDA II, devraient être coordonnés au niveau sous-régional (**Recommandations 17**).

6. En ce qui concerne les domaines devant être couverts par le programme d'action, l'évaluation recommande qu'un accent soit mis sur :

- i) La mobilisation des ressources à deux niveaux : pour soutenir le mécanisme de la Décennie et pour mettre en oeuvre les activités contenues dans le programme d'action (**Recommandations 5 et 6**).
- ii) La promotion de la participation du secteur privé dans le développement des transports et des communications en Afrique (**Recommandation 7**).
- iii) La coopération et la coordination de toutes les activités des agences et organisations participantes (**Recommandations 12, 13 et 15**).

7. Le programme d'action sera formulé suivant l'approche "de la base vers le sommet" de UNTACDA II; avec des contributions des Etats membres, des organisations régionales intergouvernementales africaines, des agences des Nations Unies concernées et des institutions de financement. Le programme d'action identifiera les activités devant être exécutées aux niveaux : national, sous-régional et régional. Les conclusions et recommandations de l'évaluation à mi-parcours de 1994, serviront de base pour le programme d'action.

2.1.1 Activités au niveau national

8. Les activités nationales devront se concentrer sur la mise en oeuvre des projets prioritaires ayant un impact régional et sous-régional, tels ceux actuellement inclus sur la liste des projets approuvés, devant être mis en oeuvre sous UNTACDA II (**Tome II: Projets approuvés en 1991**). Les projets nationaux conçus pour renforcer la réalisation des objectifs de UNTACDA II, devront être approuvés dans le contexte des groupes de travail sous-régionaux respectifs et leurs activités coordonnées et suivies par les responsables de ces groupes de travail, à savoir la CEEAC, la CEDEAO, la

COMESA et l'UMA. Ces organisations devraient par la suite rendre compte du progrès réalisé dans leurs sous-régions respectives à la Conférence des ministres à travers le CCII (Recommandation 17).

2.1.1 Activités au niveau sous-régional

9. Il sera rappelé que les cinq sous-régions d'Afrique constituent le fondement pour l'établissement de la Communauté économique africaine, conformément au Traité d'Abuja, de 1991. Pour UNTACDA II, base de l'intégration physique de l'Afrique, ces sous-régions forment un groupement naturel pour sa mise en oeuvre. En effet, les stratégies pour le programme ont été conçues sur la base des groupements des quatre sous-régions, dans lesquels, l'Afrique de l'Est et Australe a été considérée comme une seule région, combinant de ce fait les activités de la ZEP d'alors avec ceux de la CADC étant donné que la plupart de leurs activités empiétaient les unes sur les autres.

10. Les stratégies sous-régionales sont des composantes majeures de la stratégie de la Décennie et les groupes de travail sous-régionaux devront être assignés à concevoir le programme d'action sous-régional. A cet égard, les groupes de travail sous-sectoriels doivent fournir le soutien technique nécessaire (Recommandation 12).

2.1.3 Activités au niveau régional

11. L'évaluation à mi-parcours a conclu que les domaines thématiques identifiés comme étant une priorité dans les stratégies de UNTACDA II, n'ont pas été développés de manière adéquate en programmes d'action et projets. Les organisations régionales africaines et les agences des Nations Unies concernées devront par conséquent, intégrer entièrement dans leurs programmes de travail régulier, ceux des aspects du programme qui sont pertinents à leur mandat et compétence. En tant que membres des différents groupes de travail sous-sectoriels, ces organisations et agences devront assister les groupes de travail sous-régionaux dans l'évaluation, la formulation et la mise en oeuvre des projets dans leurs domaines de compétence (Recommandations 12 et 13). Etant donné les réductions importantes des ressources extrabudgétaires disponibles pour les agences des Nations Unies, ceci semble être la seule issue.

2.2 Programme d'action régional pour UNTACDA II

12. Le programme d'action régional en soutien au développement des infrastructures et services des transports et communications, devra prendre en compte les besoins identifiés au niveau national ainsi que les capacités des organisations sous-régionales. C'est un programme d'action réaliste qui compte avec les ressources que l'on peut raisonnablement escompter dans les limites des budgets réguliers des agences et institutions participantes.

13. Malgré le fait qu'il existe dix objectifs globaux de UNTACDA II, le programme d'action pour 1995-1997, se concentrera essentiellement sur certains domaines prioritaires. Les projets/activités conjoints du programme d'action régional devraient par conséquent être formulés sur les thèmes sous-cités de UNTACDA II, par les agences concernées, les membres des différents groupes de travail sous-sectoriels et sous-régionaux:

- i) Développement des ressources humaines et renforcement des institutions;
- ii) Coopération régionale;
- iii) Systèmes de gestion d'information;
- iv) Séminaires et ateliers.

14. Les projets et activités ci-dessous peuvent être considérés pour la mise en oeuvre sous le programme régional d'action. Les pays membres intéressés par une de ces activités, doivent informer la CEA, agence chef de file pour UNTACDA II. Ces derniers prendront par la suite contact avec les agences concernées.

2.2.1 Développement des ressources humaines et renforcement des institutions des transports et communications

i) Programme DRHI

15. Le projet DRHI a pour objet l'amélioration des ressources humaines et le renforcement des institutions des transports et communications africains. Le projet comprend la mise en oeuvre des résultats de la phase I du programme au niveau national. En continuation du programme DRHI, des séminaires sur le développement des ressources humaines et le renforcement des institutions, vont être organisés pour certains modes de transports et communications. Les modes et questions devant être considérés, émaneront entre autres, du programme DRHI. Des programmes de formation sur des questions thématiques pourront être développés. On peut prévoir que les agences qui ont eu à participer dans ce projet continueront à apporter leur contribution. Ce sont : le BIT, l'UIT, l'OACI, la CNUCED, la Banque mondiale, la CEA et le PNUD.

ii) Participation du secteur privé dans le développement des télécommunications en Afrique

16. Le développement des télécommunications en Afrique a été entravé par

plusieurs facteurs, dont le principal est l'insuffisance des ressources techniques et financières. Des débats récents ont identifié la participation du secteur privé comme étant un complément attrayant et viable aux pratiques traditionnelles des gouvernements pour le développement de ce secteur.

17. Le colloque d'Abidjan sur les télécommunications et le développement économique durable en Afrique, a initié des débats régionaux sur cette question, suivi immédiatement de la Table-Ronde de Banjul. La Déclaration de Buenos Aires a par la suite mis un accent sur le besoin d'un développement plus rapide des télécommunications dans les régions en développement. A cet égard, deux groupes d'études du secteur de développement des télécommunications ont été mis en place sous le Bureau du développement des télécommunications de l'UIT, pour préparer des études sur des questions spécifiques.

18. L'Afrique doit par conséquent, prendre des mesures concrètes de manière à encourager la participation du secteur privé dans le développement du secteur des télécommunications. Une des possibilités pour l'action régionale à ce sujet, est d'organiser des ateliers sous-régionaux sur la participation du secteur privé, comme il a été déjà fait dans la région du SADC, en 1994, avec le soutien de l'USAID. Tandis que les communautés économiques régionales seraient les points focaux de tels ateliers, ils doivent être organisés dans un cadre de travail régional, de manière à atteindre un consensus global. Les organisations internationales et régionales, telles que la CEA, la BAD, l'OUA, l'UIT, UPAT et la Banque mondiale, peuvent préparer à cet effet, le cadre de travail régional.

iii) **Restructuration des organisations para-étatiques et des institutions gouvernementales des transports et des communications : approches et leçons tirées des expériences en Afrique.**

19. Sur la base des documents préparés par la CEA, deux réunions (une en français et une en anglais) seront organisées pour les experts africains et les représentants du secteur privé, les experts des organisations sous-régionales et les consultants spécialisés. L'objectif de ces réunions sera l'échange des méthodologies et expériences en restructuration sur la base des études spécifiques des entreprises (privées) déjà établies. Il est attendu que les experts des sociétés privées et des sociétés para-étatiques ainsi que d'autres consultants dotés de l'expérience en la matière, y contribuent de manière efficace. Sur la base de ces conclusions, la CEA préparera un document d'orientation devant être diffusé aux pays et organisations africains.

iv) Financement des secteurs de transport et de communications en Afrique

20. Un atelier avec pour objectif de renforcer la capacité africaine à mobiliser des ressources pour les secteurs des transports et des communications sera organisé et abordera les questions suivantes: les voies et moyens pour augmenter les recettes ainsi que les charges des usagers en soutien au développement des transports et des communications et les politiques fiscales pour la promotion de l'investissement du secteur privé indigène dans ce secteur.

v) Commercialisation du secteur privé et sa participation dans les activités des transports et des communications en Afrique.

21. Le rapport sera composé de: l'évaluation de base, mode par mode, de la performance des secteurs des transports et des communications en Afrique; l'identification des services qui pourront être améliorés par la commercialisation, y compris la privatisation et l'autonomie de gestion; l'identification des modalités pour la commercialisation et les critères pour la sélection des services devant être commercialisés, prenant en compte l'avantage comparatif des différentes options pour la participation du secteur privé dans les activités de transports et de communications.

2.2.2 Coopération régionale dans le domaine des transports et des communications

vi) Séminaires sous-régionaux sur la mise en oeuvre de la Déclaration de Yamoussoukro sur la nouvelle politique aérienne

22. Des séminaires seront organisés, en collaboration avec les organisations sous-régionales qui constituent le mécanisme mis en place à l'île Maurice pour suivre le progrès de la mise en oeuvre, notamment, les questions concernant le développement des routes et les droits de trafic, pour lesquelles il y a eu un mandat spécifique.

vii) Evaluation de la mise en oeuvre de la Facilitation du transit international dans les corridors de transit sélectionnés en Afrique

23. Cette évaluation sera un examen de l'état d'avancement de la mise en oeuvre des études et projets exécutés par la CNUCED, la Banque mondiale, la CEDEAO, la ZEP, la Commission de développement de l'Afrique australe (SADC), l'UMA et par les autres agences concernées par la facilitation du transport en Afrique. Elle évaluera aussi l'état d'avancement des projets de transport de transit déjà établis dans la région. L'examen permettra à la CEA de déterminer les problèmes dans la région et les points d'impact pour les séminaires et autres questions relatives au transport de

transit, devant être prises en compte lors de UNTACDA II et dans le futur. Les activités à entreprendre comprennent :

- a) Un examen des études existantes sur le transport de transit.
- b) Des missions dans les corridors sélectionnés en Afrique de l'Est et australe, en Afrique Centrale, en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord.
- c) Des missions dans les organisations et institutions sélectionnées en Afrique, concernées par la facilitation du transport de transit.
- d) La préparation d'un rapport qui montre l'expérience africaine dans le domaine de la facilitation de transport, et qui comprend des recommandations aux gouvernements sur les mesures à long et court terme, nécessaires au développement de la facilitation du transport dans les corridors de transport en Afrique.

24. L'étude couvrira les aspects de transports, de communications et de tourisme. Une série d'ateliers sur la facilitation du transport international dans les corridors principaux en Afrique et sur le développement et la promotion du transport conteneurisé. La CEA, la CNUCED et les institutions de formation régionale et sous-régionale devront développer le programme de formation.

viii) Coopération régionale entre les ports africains

25. L'organisation d'un forum ordinaire pour les associations de gestion des ports des trois sous-régions pour renforcer leur coopération sous-régionale en vue d'un développement rapide. La coopération régionale entre les ports africains est essentielle, non seulement pour l'élaboration d'une politique de développement commune, mais aussi pour la coordination de la position africaine auprès de la communauté internationale maritime et des Assemblées portuaires (American Association of Ports and Harbours, Baltic Ports Organizations, European Community of Sea Ports Organization).

26. Il doit être rappelé que depuis 1987, la CEA a organisé trois réunions des experts et des dirigeants des ports africains pour discuter du développement et de la coopération entre les ports. Il existe un besoin réel de continuer cette série de réunions sous forme de Forum ordinaire (tous les deux ans). Toutefois, bien que les trois dernières réunions aient été organisées par la CEA, les trois associations de gestion des ports devraient jouer un rôle important dans l'organisation du Forum à travers une préparation en commun de l'agenda, du programme, des documents de fond et du programme inter-session des activités. La CEA continuera à servir de point

focal de coordination. Les autres agences internationales, engagées dans l'organisation du forum sont : la CNUCED, l'OMI et le OIT.

ix) Séminaire sur la mise en place du mécanisme de coopération pour la maintenance des voies navigables inter-Etats

27. L'objectif du séminaire est d'assister les Etats membres concernés à mettre en place deux mécanismes pilotes de coopération dans la sous-région, qui serviront d'exemple aux autres sous-régions. La CEA, en collaboration avec les experts nationaux, préparera un document sur les modalités pratiques pour mettre en oeuvre des mécanismes de coopération analogues dans les autres sous-régions.

x) Routes transafricaines

28. C'est un programme financé par les contributions des Etats membres africains. Le programme couvre entre autres le développement du réseau routier inter-Etats et la mise en oeuvre de la facilitation du trafic inter-Etats.

xi) Fabrication des équipements de transports

29. Le projet comprend le développement des centres sous-régionaux de fabrication des équipements et des pièces détachées. Sa principale activité sera le suivi des études de pré-faisabilité.

xii) Etude de la CEDEAO et de la CEEAC sur le cabotage

30. C'est un projet financé par la CEA dont le but principal est de mettre en place de manière conjointe une ligne maritime africaine. Les principaux aspects de ce projet conjoint ont déjà été identifiés et les investisseurs/partenaires sont recherchés.

xiii) Centres de transit postaux africains

31. Ceci est le suivi de l'étude sur la mise en place des centres de transit africains régionaux et sous-régionaux, entreprise en 1993. Quatre centres ont été identifiés : Addis Abéba, Harare, Abidjan et le Caire. Dans le cadre de ce projet, des études de faisabilité seront entreprises et financées par le fonds spécial de UNTACDA.

2.2.3 Systèmes de gestion d'information

xiv) Base de données sur les transports en Afrique

32. La phase I du projet pour le développement d'une base régionale sur les transports a été achevée. La Banque mondiale, le PNUD et la CEA vont continuer à suivre le projet. Les activités de la phase suivante du projet comprennent :

- a) Le soutien des pays pilotes dans la finalisation des recommandations sur la collecte et la maintenance des données;
- b) La mobilisation des ressources pour l'acquisition du matériel informatique et des logiciels pour la mise en place de la base régionale de données sur les transports à la CEA;
- c) La finalisation des méthodologies de collecte de données et de calculs des indicateurs de performance;
- d) Le renforcement et la consolidation des services de données sur les transports pour la région;
- e) Formation en matière de statistiques de transport.

xv) Transports et communications en chiffres

33. La publication contiendra entre autres, l'évaluation et l'analyse des secteurs de transports et de communications depuis l'adoption du programme de UNTACDA II, ainsi que les problèmes et solutions des corridors sélectionnés (facilitation, coûts, douane, stockage, besoins en formation etc...). Les activités entreprises à ce jour par la DTCT, pour la mise en place d'une base de données sur les transports dans le cadre de UNTACDA II, faciliteront la réalisation de cette publication.

2.2.4 Séminaires et ateliers

xvi) Examen des activités en matière de sécurité routière en Afrique

34. La publication servira de document de base pour le troisième Congrès africain sur la Sécurité Routière devant être organisé en 1996. L'objectif est de définir les progrès ou les problèmes du développement des activités en matière de sécurité routière en Afrique depuis le deuxième Congrès africain sur la Sécurité Routière, tenu à Addis, en 1989. Le document examinera la situation sur la sécurité routière en Afrique, les progrès réalisés, le transfert de technologie, la formation et les programmes de recherche entrepris en Afrique.

xvii) Troisième Congrès africain sur la Sécurité Routière

35. Le Congrès traite des questions suivantes : la situation en matière de sécurité routière en Afrique, le lancement, le financement et l'organisation du travail en matière de sécurité routière, les besoins pour le futur, les différentes composantes de la sécurité routière et leur mise en train. Le Congrès entreprendra aussi les efforts de collaboration sud-sud pour renforcer la coopération existante entre la CEA et l'OCDE.

xviii) Forum sur le transport africain

36. L'objectif de ce forum sera d'examiner les questions du développement du transport africain et de discuter des questions de développement avec les représentants des institutions de financement, des agences et des experts internationaux de haut niveau, pour mettre en place des stratégies communes et assurer leur soutien pour les projets spécifiques de développement des services et infrastructures de transports en Afrique. Il offrira aussi la possibilité au secteur privé d'y participer et permettra d'exposer les technologies, les équipements, les méthodes de maintenance ainsi que l'expérience en matière de construction de routes, y compris les matériaux de construction à prix abordables.

37. Sur la base des conclusions du forum, la CEA assistera les pays africains à développer et préparer des projets en accord avec les domaines prioritaires. Il sera noté qu'un forum sur les télécommunications pour l'Afrique est organisé tous les quatre ans par l'UIT, par conséquent, le forum proposé se concentrera essentiellement sur les aspects de transports.

xix) Ateliers sous-régionaux sur la mise en oeuvre des stratégies de UNTACDA II

38. Cinq ateliers vont être organisés, un dans chaque sous-région, pour discuter des voies et moyens de mise en oeuvre des aspects de la stratégie de UNTACDA II, spécifiques à chaque sous-région.

xx) Questions relatives à l'environnement dans les secteurs de transports et de tourisme en Afrique: réalité et perspectives

39. Le rapport contiendra les questions suivantes :

- a) Les questions relatives à l'environnement dans les secteurs de transports et de tourisme en Afrique, tels la prévention, la santé, la gestion de l'environnement et le développement durable, les mesures comprenant la législation, les questions problématiques, l'imposition, l'impact de la

pollution et du bruit dans les villes principales, la technologie appropriée pour la réduction de la pollution par gaz;

- b) La croissance du transport et du tourisme et les risques relatifs à l'environnement en Afrique;
- c) Les recommandations pratiques.

40. Les études pilotes ainsi que l'expérience des autres régions en la matière, seront aussi considérées.

III. MOBILISATION DES RESSOURCES POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'ACTION REGIONAL

41. La question de mobilisation des ressources pour la mise en oeuvre du programme d'action régional est aussi importante que la formulation du programme elle-même. Comme il a été établi par le rapport de l'évaluation, la raison principale du faible niveau de la mise en oeuvre du programme lors des années 1991-1994, était l'insuffisance des ressources pour le soutien des activités. La recommandation 18 stipule :

Les différents programmes d'action devraient être affinés par la suite pour pouvoir converger vers des thèmes prioritaires pour lesquels le financement pourrait être obtenu soit à partir des budgets des organisations soit des sources non traditionnelles. Cette catégorie de projets devrait constituer le noyau de la Décennie.

42. Il doit être rappelé qu'un fonds spécial a été créé en 1979 pour soutenir le programme. Mis en place dans le cadre du fonds des Nations Unies pour le développement africain (UNTFAD), le fonds de UNTACDA peut être utilisé pour soutenir la mise en oeuvre de certaines activités du programme d'action. Il serait par conséquent nécessaire de réapprovisionner ce fonds à travers des appels aux Etats membres et aux partenaires de développement concernés.

IV. COOPERATION INTER-INSTITUTIONS

43. Le Comité de coordination inter-institutions (CCII) a été mis en place dans le cadre du programme de UNTACDA I (1978-1988). Constitué d'agences spécialisées des Nations Unies et des organisations inter-gouvernementales africaines, le rôle du CCII était de fournir une assistance aux pays dans la mise en oeuvre des projets sous-régionaux et régionaux.

44. Dans le cadre du programme de UNTACDA II, les membres du CCII se sont organisés en groupes de travail sous-régionaux et sous-sectoriels pour mieux concentrer leurs contributions sur leurs domaines de compétence spécifiques. Des groupes ad-hoc ont aussi été créés pour des projets/activités (tels le DHRI, les données sur les transports etc...). En tant que comité, le CCII a continué à se réunir pour examiner ces activités du point de vue du programme global.

45. La mise en oeuvre du programme d'action de UNTACDA II, notamment le programme d'action régional, nécessitera une coordination entre les agences et les organisations. Tandis que certaines activités peuvent être entreprises par les groupes de travail spécifiques, il serait nécessaire de mettre en place des groupes de travail ad-hoc pour d'autres activités.